

Trésoreries : le ras-le-bol des maires

A LA UNE / PYRÉNÉES ATLANTIQUES / CASTET / Publié le 18/07/2019 à 3h51 par Joëlle Bruneau.



▲ 16 maires sur 18 ont réagi aux explications de Marie-Josée Guichandut. ©PHOTO J. B.

Suite à la manifestation des maires de la vallée d'Ossau le 8 juillet, soutenus par la Communauté de communes de la vallée d'Ossau (CCVO), Marie-Josée Guichandut, administratrice générale des finances publiques des Pyrénées-Atlantiques (DDFIP), et Philippe Poulain sont venus présenter leurs propositions pour 2022 juste après la signature du contrat de ruralité.

Alors qu'il est question de supprimer les trésoreries de Laruns et d'Arudy et de les transformer en simples points d'accueil, isolant une fois de plus les territoires ruraux et de montagne, les 16 maires présents (sur 18, deux étant absents car agriculteurs), n'ont pas été convaincus ou sensibles aux explications de Marie-Josée Guichandut.

Le débat a été animé et l'on a assisté à un « ras-le-bol » général des élus. Certes, si la dématérialisation a quelque peu changé les moyens de paiement, il semble évident de conserver une proximité autant pour les mairies que pour les administrés et les services publics semblent bien compromis et en voie d'extinction.

Conseiller ou trésorier ?

Jean-Paul Casaubon, président de la CCVO, a rappelé que selon les décisions de la DDFIP, il ne subsisterait plus que quatre trésoreries sur les 27 existantes aujourd'hui.

Marie-Josée Guichandut évoquait, alors, la présence d'un conseiller comme interlocuteur futur basé à Oloron, Pau ou autre... Le terme « conseiller » a fait réagir. Patrick Labernadie, maire de Louvie Juzon, s'est insurgé : « On parle de conseiller et non plus de trésorier. Où s'arrêtent les compétences et les responsabilités ? » Quant au maire de Sainte-Colome, Jean-Pierre Garrock, il a fait part de sa

peur d'encombrement téléphonique, de manque de réactivité avec 67 communes à gérer. « Les pouvoirs publics rejettent leurs responsabilités sur les élus. Nous sommes trahis. »

Et Robert Casadebaig, maire de Laruns, d'ajouter : « On fait fausse route. Le grand tort est de segmenter les choses. Vous assistez à une totale démobilisation des maires aux épaules déjà chargées. Cela perturbe gravement la vision globale. Faire disparaître les gestions comptables est une grave erreur. »